

# Retour sur les violences à la fac de droit de Montpellier

Category: Éducation

écrit par jmfouquer | 30 mars 2018

A l'issue des manifestations du 22 mars, une AG est organisée dans un amphi de la fac de droit de Montpellier. Amphi réservé par l'intersyndicale. Rapidement, il est décidé d'occuper l'amphi pour la nuit et de ne pas poursuivre l'occupation le lendemain. Il s'agissait juste d'occuper un amphi de la fac de droit, 50 ans après une certaine occupation à Nanterre. Du symbolique, rien de plus.

La situation était tendue dès la fin de journée avec le doyen, quelques étudiant.es et des professeur.es, mais rien d'inquiétant a priori. Si l'extrême-droite est traditionnellement présente dans cette fac, cela faisait un bout de temps que cela s'était calmé. On aurait dû se méfier un peu et se souvenir qu'en janvier 1998, le président de la fac, avec des professeur.es avait délogé à coups de barres de fer des étudiant.es occupant un amphi...

Peu après minuit, alors que la situation est calme (le préfet a refusé deux fois l'intervention des flics), une milice débarque dans l'amphi et tabasse tout ce qui bouge et ressemble à un étudiant.e. La plupart de ces nervis sont entrés par une porte qui avait été fermée avec une chaîne par le doyen.

Certains nervis ne sont même pas masqués et plusieurs témoins reconnaissent des professeurs, tandis que d'autres voient le doyen lui-même ouvrir la porte. Sur des vidéos on peut très nettement identifier le doyen et plusieurs enseignants ( <https://fr-fr.facebook.com/Royal0QP/videos/1997996013861212/> ).

Les étudiant.es victimes sont évacué.es. Beaucoup sont blessé.es. Toutes et tous sont choqué.es.

Le lendemain matin, elles.ils essayent de récupérer leurs

affaires, en vain. Il faut l'intervention des syndicats pour débloquer la situation.

Pendant ce temps, le doyen s'exprime dans les médias se disant « fier de [ses] étudiants »...

La journée du 23 mars sera marquée par des manifestations et des rencontres avec le préfet, la recteure et le président de l'université. La ministre est également interpellée. Ces pressions syndicales et politiques permettent d'aboutir dans un premier temps à une condamnation des violences puis sur la mise en place d'une enquête administrative et enfin à la démission forcée du doyen.

Nous pensions que le week-end serait tranquille en attendant l'arrivée le lundi des inspecteurs mais dès dimanche nous sentons le climat changer dans la ville. Les identitaires débarquent le dimanche 25 mars avec une manifestation organisée par la Ligue du Midi. Une contre-manifestation sera organisée mais dès ce moment les identitaires n'ont plus quitté la ville, menaçant les étudiant.es. Ainsi, l'une des victimes a retrouvé un tag devant chez elle : ce n'est là qu'un exemple.

A chaque AG, à chaque manif, les identitaires sont présents.

Lundi 26 mars, l'intersyndicale est reçue par l'inspection pour l'enquête administrative.

Le lendemain, après une AG de plus de 2000 personnes, nous faisons pression pour que les victimes soient enfin auditionnées par la police : cette dernière n'ayant auditionné que les « témoins ».

Assez rapidement, les preuves s'accumulent et nous passons d'un procureur et d'inspecteurs qui voulaient visiblement étouffer l'affaire à une garde à vue pour l'ex-doyen et un professeur, qui sont dans la foulée suspendus.

A ce jour (29 mars 2018) l'enquête administrative continue, ainsi que l'enquête judiciaire. Il y a encore des professeur.es ayant agressé des étudiant.es qui sont dans la nature. Ceci alors que le président a annoncé la ré-ouverture de la fac pour le mardi 3 avril.

Une marche pour la justice, unitaire (syndicats, organisations

politiques...) est organisée vendredi 30 mars 2018 pour exiger que toutes les victimes soient entendues (ce n'est pas encore le cas pour toutes et tous !), que les agresseurs soient toutes et tous mis à pied et entendus par la police et donc qu'en attendant la fac reste fermée.

Cette situation a eu un impact important sur la ville. Elle a renforcé la mobilisation à l'université Paul Valéry. Elle est le signe d'un climat général malsain inquiétant (nous faisons le lien avec l'attaque du lycée autogéré à Paris, celle à la fac de Lille...) qui couvait sur la ville (un identitaire de la Ligue du Midi a été condamné à de la prison ferme en décembre 2017 pour avoir saccagé en juin 2017 les locaux de l'association Réseau accueil insertion Hérault, ces mêmes personnes avaient organisé une manifestation anti-immigrés à Montpellier en 2016...). Nous faisons le lien aussi bien entendu avec la secte des Brigandes (<http://www.resistons.net/index.php?post/2018/03/14/A-voir-%3A-le-reportage-de-France-3-Occitanie-sur-la-secte-d-ultra-droite-install%C3%A9e-%C3%A0-la-Salvetat-/-Agout>).

Ce climat malsain, cette montée de l'extrême-droite, nous avons la responsabilité de le combattre : car si ces personnes s'en sortent, ce sera un signe donné que l'extrême-droite peut tout se permettre.

En parallèle, nous ne devons pas perdre de vue l'objectif initial de ces mobilisations : combattre la loi ORE ! Et ne pas oublier qu'avant même ces agressions, les AG sur Montpellier était très importantes. D'où notre appel à rejoindre les manifs des cheminot.es le 3 avril.

Matthieu, Ensemble ! Montpellier